

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle

Province Ituri_ Territoire Mahagi_Chefferie Mokambo Zone de Santé Rurale d'Angumu

**Groupements : AWASI, LABO RAMOGI, ABIYA, APALA,
JUPUNYANGO, partie de Muswa**

ERM MOKAMBO

Groupements et Localités (Plusieurs)

Date de l'évaluation : Du 06 au 10/06/ 2019

Date du rapport : 19/06/2019

Pour plus d'information, Contactez :

est.rrmp.coo@solidarites-rdc.org

Tel: +243 (0) 970 021 121 / +243 (0) 817 374 259

[Email du coordinateur de programme]

Aperçu de la situation

1.1. Description de la crise

Nature de la crise :	☒ Conflit ☒ Mouvements de population ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle	☐ Catastrophe naturelle ☐ Violences électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	A partir du 21 Mai 2019.	
Si conflit :		
Description du conflit	En date du 21 mai 2019, des miliciens munis de fusils et d'armes blanches venus du territoire voisin de Djugu auraient attaqué plusieurs localités des groupements Musongwa, Muswa, Aree et Ruinga dans la chefferie de Mokambo. Les attaques ont été accompagnées de tueries, pillages, incendies systématiques des maisons, mais également des structures sanitaires et écoles. Cette situation a poussé plusieurs familles à quitter précipitamment leurs milieux d'origine sans emmener les effets de première nécessité. Les déplacés sont hébergés principalement en famille d'accueil ou en sites collectifs (écoles, églises) mais certains passent également la nuit en plein air. La situation d'hébergement dans la localité d'accueil est donc difficile pour les déplacés et l'afflux des PDI sur la zone fait craindre une détérioration de la situation, les conditions de vie étant	

très précaires.

A en croire les sources locales contactées, le bilan des destructions matérielles et pertes en vies humaines est lourd. Ce mouvement de population est dynamique et complexe car d'autres déplacements étaient en cours durant l'évaluation. En effet, en date du 08 Juin, la population autochtone et PDIs de Gengere Pamoth, Jupunyango et Apala ont entendu des rumeurs qu'il se préparait une attaque des miliciens sur leur zone suite à l'arrestation par la PNC Ramogi de 12 personnes de la communauté Lendu suspectées d'être en connivence avec la milice. Ces rumeurs ont occasionné la fuite préventive des populations de ces groupements, qui étaient jusqu'à présent une zone d'accueil de la vague précédente de déplacements.

Il est ainsi très difficile de connaître d'une manière exacte les effectifs en rapport avec ce mouvement de population. Il existe de nombreuses contradictions entre les chiffres communiqués par le bureau de la chefferie, du BCZS et par les chefs des groupements d'accueil. Cette confusion existe également au niveau des données de la population locale. Néanmoins, selon les informations recueillies mais aussi les observations sur terrain, ces événements ont provoqué un grand afflux des ménages déplacés, éparpillés dans plusieurs destinations à l'intérieur comme à l'extérieur de la chefferie de Mokambo. D'autres groupes auraient traversé le lac Albert par pirogues motorisées pour se réfugier en Ouganda, tandis qu'un nombre conséquent de déplacés auraient pris la direction des chefferies d'Angal, Wagungu et autres.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

	Population avant la crise de mai 2019		Population après crise		Effectifs de la population locale recueillis au BCZS. Effectifs des déplacés communiqués par la chefferie de Mokambo. Ces chiffres sont provisoires et doivent être vérifiés par des enquêtes terrain plus poussés.
	Personnes	Ménages	Personnes	Ménages	
Population locale	145908	24318	145 908	24318	
Nombre Déplacés	nd	nd	102 978	17163	
% des [catégories pertinentes] par rapport la population locale	-	-	70,57%	70,57%	

Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)

	Grpm Apala	Grpm Jupunyango	Grpm Muswa	Grpm Awasi	Grpm Abia	Grpm Labu/Ramogi	Total
Population locale (en ménages)	4313	1045	5359	2807	8673	2121	24318
Ménages Déplacés nouvelle vague	5584	2592	2356	1084	3457	2090	17163
Degré de pression par Groupement	129%	248%	44%	39%	40%	99%	71%

Nouvelle vague des déplacés de mai 2019

Date	Effectifs	Provenance	Cause
21 Mai 2019	17163, ménages déplacés.	Musongwa, Aree, Ruvinga, Muswa	Attaque des miliciens en provenance du territoire de Djugu contre plusieurs localités et

			groupements de la chefferie de Mokambo. Sur ces quatre groupements touchés, deux ont été totalement vidés de leur population (Musongwa et Aree). Dans le groupement Muswa, les trois quarts de la population a quitté la zone ; Ruvunga a été partiellement vidé.
NB : Il convient de signaler que la chefferie de Mokambo est une zone traditionnelle d'accueil et a accueilli plusieurs vagues des déplacés en provenance du territoire de Djugu suite aux conflits armés qui ont embrasé cette zone en 2018 et avant. Cette nouvelle vague est la deuxième au cours de cette année 2019 avec une ampleur très aigue considérant les chiffres ainsi que les regroupements publics d'accueil (écoles, églises) et sites dénombrés lors de l'évaluation. Etant donné que ce conflit tend à prendre une connotation intercommunautaire, la majorité de la communauté Lendu fuyant ce conflit préfère se diriger vers l'Ouganda par peur des représailles.			
Dégradation subies dans la zone de départ	Incendies des maisons, structures de base (écoles, centres de santé), pillage systématique et tueries.		
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	Plus au moins 20 Km, en considérant le dernier village de provenance et le premier village d'accueil.		
Lieu d'hébergement	☒ Familles d'accueil ☒ Sites spontanés.		☐ Camps formels ☒ Autres : Lieux publics (écoles, églises) occupés par les ménages n'ayant pas d'affinités dans le milieu d'accueil.
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Pour le moment, aucun retour n'est envisagé par les personnes déplacées. La zone reste encore fragile sur le plan sécuritaire suite aux rumeurs persistantes sur une probable attaque des assaillants sur d'autres localités et / ou groupements de la chefferie de Mokambo. Selon la population, le nombre minime et l'inaction des militaires FARDC déployés dans la zone pour traquer les miliciens ne rassure pas et n'inspire pas confiance quant à un éventuel retour.		
Si épidémie			
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)			
ZONES DE SANTE D'ANGUMU	Cas confirmés	Cas suspects	Décès
Aire de sante Apala	0	1	0
Total	0	1	0
Perspectives d'évolution de l'épidémie	1 seul cas suspect de choléra a été notifié à l'heure de l'écriture du rapport. L'échantillon a été transmis pour analyse mais les résultats, ne sont, à l'heure du rapport, pas connus. Cependant, si confirmé, la probabilité que d'autres cas apparaissent est élevée avec l'arrivée massive de déplacés en provenance de plusieurs localités dans une zone d'épidémie endémique. Cette situation serait consécutive à la non-observation de mesures d'hygiène adéquates mais aussi à l'insuffisance de latrines et douches dans les lieux publics et familles d'accueil. Les défécations se font à l'air libre d'où le grand risque de contamination si des mesures ne sont pas prises dans l'urgence.		

1.2. Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédentes

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Février-Mars 2019	Prévention de choléra	Zone de santé d'Angumu	MSF	Toute la population
Février-Mars 2019	Transfert de Cash Inconditionnel	6 groupements de la Chefferie de Mokambo (Muswa, Jupunyango, Apala, Abia, Labu-Ramogi et Awasi).	Solidarités International (RRMP)	5479 ménages déplacés et Familles d'accueils.
Février-Mars 2019	EHA : Aménagement de 18 sources, 160 douches et latrines en familles d'accueils, 4 postes de latrines aux centres de santé et 18 postes de latrines dans 6 écoles (EP Aicha, Poga, Ulobo, Achikira et Mbuya)	Aire de santé Chawa, Ugudo Zii, Lanyi, Gengere et Ndaro	PPSSP	Toute la population
16 septembre 2018	Aucune	Groupelement Apala, Jupunyango, Muswa et Musongwa	Aucune	9820 personnes déplacées
Septembre – Novembre 2018	Foire aux AME	Groupelement Apala, Jupunyango, Muswa et Musongwa	Solidarités International (RRMP)	3334 ménages
Novembre 2018 – Février 2019	Clinique mobile et appui institutionnel en santé	Gengere, Chawa, Uyandu et Ugudo Zii	Save the Children International (RRMP)	Toute la population
Juin 2019	Distribution vivres et friperies.	Labo Ramogi	Caritas Mahagi	Ménages IDP en site.
Source d'information		Donneurs d'alerte : <i>autorités locales, sanitaires et éducatives, autorités politico administratives, la société civile, Caritas.</i> Voir annexe 1 (avant dernière page du rapport).		

Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage	L'unité d'évaluation choisie est le groupement, ainsi l'attention a été portée aux familles d'accueil et aux ménages récemment déplacés (crise de mai 2019) accueillis dans les groupements de la chefferie de Mokambo. Les principales zones d'accueil sont Awasi, Labo Ramogi, Abia, Jupunyango, Apala et Muswa.
Techniques de collecte utilisées	Les méthodologies utilisées pour la récolte des données sont les suivantes : • Prises de contact et rendez-vous avec différentes autorités du chef-lieu du territoire de Mahagi, partenaires et couches de la population au niveau du chef-lieu de la chefferie Mokambo. • Réunions communautaires avec les autorités locales, les leaders d'opinion, la société civile, les représentants des déplacés. • Différent focus group avec différentes couches et catégories des populations (enseignants, IT...) • Contact permanent avec les partenaires et acteurs clés présents dans la zone (PAM,

	Intersos, MSF, curé de la paroisse d'Angumu) Pour collecter des données générales : différents focus groups généraux ont été tenus dans les groupements qui ont accueillis les ménages déplacés. Ces focus ont rassemblé les acteurs clés de la zone dont les autorités administratives / coutumières, les associations, la société civile, les représentants des communautés des déplacés ainsi que ceux des communautés hôtes. Les groupes des discussions étaient respectivement constitués d'une trentaine des personnes, dont des femmes / hommes déplacés ainsi que des femmes et hommes de la communauté d'accueil. Pour collecter des données sectorielles : chaque secteur évalué a fait l'objet d'un focus groupe dans les différents groupements. En EHA, les RECO, COSA ont été contactés. En Education, les directeurs d'école et comités des parents d'élèves. En sécurité alimentaire, des agronomes, vétérinaires, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, associations, groupements agricoles, chefs des camps de pêche. En moyen d'existence, la FEC, les commerçants, les groupes de déplacés et d'autochtones. Etude de Marché préliminaire pour évaluer la disponibilité des articles et la présence des opérateurs financiers (IMF), la capacité des opérateurs économiques et comprendre l'interconnexion des marchés. Visite ménages : Une dizaine des ménages ont été visités pour s'imprégner de la présence des AME mais également des moyens de survie au sein des ménages. Do No Harm, protection et redevabilité : pour collecter ces informations, des échanges informels ont été organisés
Composition de l'équipe	Equipe Solidarités International (SI) 1. Claude KYAYIMBA : 0812140887 2. Angel ADRONGA : 0817752197 3. Virginie BANONI : 0818538292 4. Henry DANANGILE: 0822692347 5. Ruphin KONGBO : 0815895684 / 0970612120 6. Alfred MUSAFIRI : 0970864325 7. MWENDASOKO NASIA (Chef d'équipe) : 0970722026

Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (par ordre de priorité)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoins Eau, hygiène et assainissement : - Risque de contracter des maladies d'origine hydrique ou liées aux mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement dans les lieux de regroupement, en familles d'accueil à forte concentration voire même au niveau de certains centres de santé. - Insuffisance des ouvrages d'assainissement et des points d'eau pour couvrir les besoins de la zone.	- Réhabiliter les points d'eau délabrés et en construire d'autres pour augmenter la capacité et limiter les tensions ou bagarres aux heures de pointe - Assainir les sites spontanés et les lieux publics qui regroupent les ménages déplacés en construisant des ouvrages d'assainissement publics - Outiller les populations à risque sur les règles et pratiques d'hygiène	- Les ménages déplacés et les communautés des groupements Jupunyango, Apala Abia, Awasi, Labo-Ramogi et le village de Gengere-Pamoth

- Faible pratique du lavage des mains.	fondamentales - Redynamiser les comités de gestion d'eau et d'assainissement	
Besoins abri et AME : - Difficulté d'accès à l'abri : promiscuité des personnes déplacées au sein des familles d'accueil - Manque de moyens financiers pour la location des maisons pour certains ménages qui passent leur nuit dans les camps de pêche (Kalingwa, Ndaro, ...) ou vivent dans les infrastructures publiques (écoles et églises) - Le déplacement étant soudain, les biens de première nécessité ont été abandonnés (récipients de stockage d'eau, cooking set literies,...) puis pillés.	- Assister les personnes déplacées en articles ménagers essentiels à travers des distributions classiques ou via des transferts monétaires (cash ou foires) selon l'analyse du contexte, des risques et du marché - Distribuer les bâches aux déplacés dans les lieux de regroupements et sites mais également ceux dans les écoles pour construire des abris d'urgence.	Tous les ménages déplacés en sites ou dans les écoles et ceux qui sont en familles d'accueil les plus vulnérables
Besoins en sécurité alimentaire & moyens de subsistance : - Manque de vivres au sein des ménages des déplacés (repas peu diversifiés une seule fois par jour) - Carence de stock dans les ménages d'accueil - Aucune activité génératrice de revenu pour les familles déplacées et pas ou peu de travaux journaliers disponibles.	- Envisager une distribution de vivres aux ménages déplacés ainsi qu'aux familles d'accueil les plus vulnérables pour assurer l'accès à la nourriture ou, à défaut, envisager une distribution de cash pour vivres - Appuyer les ménages déplacés si possible dans la mise en œuvre des AGR (petits commerces) - Appuyer les ménages déplacés et leurs familles d'accueil en intrants agricoles - Appuyer les ménages déplacés pêcheurs en intrants de pêche.	Les ménages déplacés et les familles d'accueil vulnérables
Besoins Santé & Nutrition: - Présence de cas suspects de choléra, de cas de diarrhée sanglante dans la zone évaluée - Une forte prévalence du paludisme et des IRA selon les responsables des centres santé de la zone pendant cette période de pluie, information confirmée par le rapport de plaidoyer fait par MSF - Rupture de stock des médicaments dans les structures sanitaires du fait de l'afflux de déplacés - Accès aux soins pour toutes les catégories de population ne favorisant pas l'accès aux ménages sans revenu (faible taux d'utilisation des services curatifs).	- Appuyer les structures sanitaires avec les médicaments traceurs pour assurer la disponibilité des produits pendant cette période de pic des cas des pathologies dominantes - Mettre en place des cliniques mobiles dans les villages ou les regroupements des déplacés serait souhaitable pour les populations dans les sites spontanés et dans tous les villages - Améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les structures sanitaires - Mettre en place une réponse intégrée avec les AME et la WASH pour réduire la prévalence des maladies d'origines hydriques et les IRA	Toute la population ; les ménages déplacés et les familles d'accueil
Besoins Education :	- Sensibiliser les parents sur la	Les parents des

- Perte de la totalité des objets classiques et uniformes des écoliers suite aux déplacements. Certains enfants sont inscrits à l'école mais leurs parents affirment ne pas avoir les moyens de les scolariser tandis que d'autres n'ont pas repris le chemin de l'école - Pas de motivation pour les parents déplacés d'envoyer leurs enfants à l'école - Manque et / ou insuffisance des fournitures scolaires pour les enfants déplacés qui étudient. L'école leur accorde seulement quelques cahiers - Faible scolarisation des filles - Insuffisance des installations hygiéniques dans les écoles ou installations en mauvais état et insuffisance des dispositifs de lavage des mains - Manque d'activités de prise en charge psychologique dans les écoles - Selon les autorités de la sous division, la capacité d'accueil des écoles de la zone est faible. On rencontre 4 enfants en moyenne par banc et des salles de classe pléthoriques de plus de 55 élèves en raison de la présence des enfants déplacés dans certaines écoles - La carence en manuel scolaire, kits récréatifs et matériel didactique car c'est une nouvelle sous division - Le programme village assainis conduit par PPSSP concerne 10 écoles sur un total de 32 écoles dans la zone enquêtée. Sur ces 10 écoles, 6 accueillent des élèves déplacés	scolarisation de leurs enfants et surtout les filles - Prise en charge de la scolarité des enfants déplacés qui ont intégré les écoles en chefferie de Mokambo et leur distribuer les kits scolaires - Plaidoyer pour un programme de récupération pour les enfants victimes du conflit armé actuel en général en vue de leur permettre de clôturer l'année scolaire en cours. - Inclure les activités de prise en charge psychologique des enfants	enfants déplacés, les enfants déplacés déscolarisés et les structures scolaires qui ont accueilli les enfants déplacés.
Besoins Protection : - Faible présence des forces de sécurité (FARDC et PNC) qui a fait que la crise déborde de Djugu vers Mahagi - Documentation insuffisante des cas « Protection » constatée dans la zone évaluée - Un risque de tension entre communauté d'accueil et certaines populations d'origine Lendu a été relevé - Présence en Chefferie de Mokambo des communautés se considérant comme hostiles à Djugu. Toute confrontation entre ces communautés originaires de Djugu peut donner lieu à une transposition du conflit sur Mahagi	- Plaidoyers pour le renforcement des dispositifs sécuritaires pour assurer la sécurité à la population et éviter la propagation du conflit à Mokambo - Conduire une analyse Do No Harm pré intervention poussée avant d'offrir toute assistance destinée individuellement aux ménages - Organiser le forum de pacification et de paix impliquant les communautés.	Toute la population

Analyse « ne pas nuire »

<i>Risque d'instrumentalisation de l'aide</i>	Les résultats des réunions communautaires réalisées dans les différents groupements ont révélé qu'il y a un risque d'instrumentalisation de l'aide au sein de la communauté si l'assistance est apportée uniquement aux personnes déplacées en excluant les familles d'accueil. Cela est dû au fait que ces dernières subissent de fortes pressions suite à l'accueil des personnes déplacées internes qui autrefois, exerçaient des activités d'agriculture, pêche et commerce au Lac Albert pour leur survie. Tout ceci s'explique par le fait que les familles hôtes avec leurs peu de moyens continuent à partager leurs ressources avec les ménages déplacés. Ils n'ont cependant ni assez de nourriture, ni assez de revenu pour couvrir leurs besoins et ceux des déplacés accueillis. Ainsi, les besoins sont élevés non seulement pour la population déplacée mais aussi la communauté hôte. L'instrumentalisation de l'aide est également possible par certaines personnalités pour des questions politiques ou d'affirmation d'une forme de leadership communautaire.
<i>Risque d'accentuation des conflits préexistants</i>	Cette crise est atypique car les assaillants proviennent du territoire de Djugu pour attaquer les populations du territoire de Mahagi. Lors des entretiens avec les interlocuteurs, ces derniers considèrent ces attaques comme la provocation d'une ethnie contre une autre et seraient prêt à se venger au cas où les mesures de cessation des hostilités ne sont pas prises par les autorités compétentes. C'est pour cette raison que les ménages Lendu vivant dans la chefferie de Mokambo se seraient dirigés vers l'Ouganda par crainte de représailles. Par ailleurs, les dernières attaques des assaillants dans la chefferie risquent de créer un esprit de vengeance de la population de Mokambo en particulier et de Mahagi en général contre certaines populations du territoire de Djugu. Mesure de mitigation à envisager : Plaidoyer auprès des autorités compétentes pour organiser les forums de pacification de la région pour une paix durable entre les communautés et développement intégral.
<i>Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services</i>	La chefferie de Mokambo entretient des échanges économiques importants avec l'Ouganda et d'autres centres commerciaux environnants comme Ndrele et Mahagi. Les produits manufacturés et les produits champêtres sont disponibles sur les marchés locaux. Suite aux rumeurs d'attaque imminente, certains commerçants ont commencé à cacher leurs marchandises par crainte d'éventuel pillage. Avec la crise actuelle, les prix des articles ont fortement augmenté, au triple du prix habituel pour certains articles. Ceci peut impacter négativement l'assistance. Les mesures de mitigation à envisager : une analyse des risques et une analyse du marché poussée ainsi qu'une forte sensibilisation de toutes les parties prenantes, et notamment des opérateurs économiques. Adapter les modalités de réponse rapide au contexte de la zone assistée

Accessibilité**1.3. Accessibilité physique / Accès humanitaire**

<i>Type d'accès à partir de Mahagi ou à partir des voies fluviales</i>	La chefferie de Mokambo évaluée est accessible à partir de Mahagi – Commune en passant par Nyalebe. Cette route est très accidentée et les 4x4 en bon état sont recommandés Une piste d'aviation existe à Zale, 3km sud-est de Mahagi et à Ramogi qui peut accueillir un avion caravane CESNA 208 de 12 places. Un entretien est requis pour le rendre plus viable et accessible.
---	---

1.4. Accès sécuritaire

<i>Sécurisation de la zone</i>	Présence de la PNC (Police Nationale Congolaise) dans quelques groupements mais leur effectif est minime ce qui inquiète la population. Les FARDC sont arrivées le samedi en petit nombre avec pour mission de traquer les miliciens.
<i>Communication téléphonique</i>	La chefferie de Mokambo est partiellement couverte par le réseau Vodacom.
<i>Stations de radio</i>	La population de la zone écoute la Radio Communautaire la Colombe de Mahagi, la RTK (Radio Tangazeni Kristo) de Rethy, la Radio Tam -Tam de Kpandroma, la radio Tilo plus proche de la zone et plusieurs radio FM émettant de l'Ouganda.

Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

1.5. Protection

Incidents de protection rapportés dans la zone		Selon les sources contactées, les miliciens auraient réquisitionné les élèves qui se rendaient à l'école pour transporter les butins pillés, un élève aurait été tué et les autres sont toujours en captivité. 4 personnes déplacées auraient aussi été tuées par les miliciens lorsqu'elles se rendaient dans leur village d'origine pour se ravitailler en vivres.				
Type d'incident		Lieu	Auteur(s) présumé(s)		Nb victimes	Commentaires
Transport forcé des butins pillés.		Musongwa	Miliciens venus de Djugu		4	Elèves réquisitionnés pour transport des biens pillés
Tueries des civils		Aree et Musongwa	Miliciens venus de Djugu.		6	Déplacés partis à la recherche des vivres en milieu de provenance.
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté		Il ne s'observe pas de tensions de grande ampleur dans la zone d'accueil des déplacés. Quelques risques non négligeables d'accentuation du conflit sont à considérer cependant, notamment au niveau de la jeunesse de la communauté Alur. Ces derniers apprécient mal la présence des PDI Lendu dans leurs localités, les accusant d'être de mèche avec les assaillants qui endeuillent le territoire de Mahagi. Ces risques sont actuellement atténués par les leaders locaux de la zone. A cela s'ajoute les quelques cas de conflits fonciers mineurs qui généralement trouvent solutions avec l'intervention des autorités locales.				
Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.		La commission foncière de l'Ituri appuie les autorités pour gérer des cas signalés. Cette commission est appuyée techniquement par UN Habitat. La PNC et les autorités administratives / coutumières sont habilités à gérer les cas déclarés d'incidents rapportés en lien avec le Tribunal de Paix de Mahagi. INTERSOS est présent avec le paquet monitoring de protection en chefferie de Mokambo.				

Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	La majeure partie de la population vit dans la psychose surtout à cause des rumeurs sur d'éventuelles attaques des miliciens dans d'autres groupements d'accueil. Les services de base comme les marchés, les routes / pistes reliant la zone aux autres localités de Mahagi et de l'Ouganda fonctionnent normalement. Toutefois, la pression des déplacés sur les structures de santé et les écoles de la zone d'accueil est importante.			
Présence des engins explosifs	Aucune présence d'engins explosifs rapportée sur l'axe.			
Perception des humanitaires dans la zone	La perception des acteurs humanitaires dans la zone est bonne. Leur présence rassure la population mais de l'autre cote crée une forme d'attentisme des populations locales.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Monitoring de Protection	INTERSOS	Chefferie de Mokambo	Tous	Un agent commis dans les 2 chefferies de Mokambo et Wagungu devrait être renforcé par des agents locaux formés.
Gaps et recommandations	Gaps - Faible présence des acteurs en appui aux autorités locales pour maximiser le niveau de réponses aux incidents de protection - Documentation insuffisante des cas « Protection » constatée dans la zone évaluée - Risque de tension entre communauté d'accueil et déplacés en cas de non-assistance aux familles d'accueil - Présence en Chefferie de Mokambo des communautés se considérant comme hostiles à Djugu. Toute provocation entre ces communautés originaires de Djugu peut donner lieu à une transposition du conflit sur Mahagi - Absence de notification des cas de protection par les structures sanitaires de la ZS d'Angumu, ce qui pose problème du niveau de sensibilisation par les autorités sanitaire de la zone. Recommandations - Plaidoyer pour le renforcement des capacités du personnel médical, des RECO ainsi que des autorités locales sur l'identification, l'orientation et la prise en charge des cas de protection. - Mener une analyse soutenue Do No Harm pré-intervention avant d'envisager toute assistance destinée aux ménages vulnérables déplacés comme autochtones. - Coupler les assistances individuelles aux aides communautaires avec un haut niveau de transparence en respectant à la lettre les principes humanitaires et piliers de redevabilité.			

1.6. Sécurité alimentaire

<i>Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise</i>	Actuellement les ménages déplacés vivent dans la précarité sur le plan de la sécurité alimentaire. Ces ménages ne sont pas en capacité de retourner dans leurs villages pour rechercher la nourriture compte tenue de l'insécurité qui sévit dans les zones de provenance, notamment suite à l'assassinat de certains de ceux qui sont allés se ravitailler. Les familles autochtones sont également butées à de sérieux problèmes car le peu des vivres dont elles disposaient sont déjà épuisées. La quantité restante est partagée avec les membres des ménages déplacés. Les membres de la communauté ont affirmé que le rendement de la récolte des cultures de la saison précédente était faible ce qui accentue la problématique. En outre, certaines activités productrices telles que la pêche restent également inaccessibles tant aux déplacés qu'aux familles d'accueil suite à l'insécurité. Les enquêtes ménages ont révélé que les familles hôtes et déplacées mangent difficilement un seul repas par jour et en quantité insuffisante.
<i>Production agricole, élevage et pêche</i>	Depuis le 1^{er} de ce mois de juin, les ménages déplacés n'accèdent plus aux produits de champ suite à la distance qui les séparent de la zone d'accueil. Aussi, à l'arrivée des militaires FARDC dans la chefferie de Mokambo, ces derniers ont lancé un communiqué interdisant aux populations d'accéder aux zones de provenance car ils envisageraient lancer des opérations de traque contre les miliciens. La population des groupements Aree, Musongwa et une partie de Muswa au bord du lac ayant fui dans la précipitation auraient abandonné les intrants de pêche (filets et pirogues) et ces biens ont été pillés et ou incendiés par les assaillants. Par ailleurs, les populations de l'autre partie du groupement Muswa ainsi qu'une partie de groupement Jupunyango qui se sont déplacés préventivement ont pu emmener avec eux quelques bêtes, volailles ainsi que certains biens. Comme tous les groupements de la chefferie Mokambo, les populations des groupements d'accueil (Jupunyango, Apala, Abia, Labu-Ramogi ainsi qu'Awassi) vivent principalement d'agriculture, pêche et élevage. A ces jours, ces populations éprouvent d'énormes difficultés en termes de disponibilité des denrées alimentaires suite à la surpopulation dans leurs milieux.
<i>Situation des vivres dans les marchés</i>	Dans les villages des groupements d'accueil, les vivres sont peu disponibles sur les marchés locaux, cela est lié à la baisse des productions de pêche. Par conséquence, on observe une hausse du prix des denrées alimentaires sur les marchés. Il convient de signaler que la monnaie Ougandaise, le shilling, est plus utilisée sur la zone que les francs congolais.
<i>Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise</i>	Les personnes affectées par cette crise à Mokambo utilisent les stratégies suivantes pour survivre: ✓ Consommer les aliments moins coûteux et moins préférés ✓ Diminuer le nombre de repas journalier ✓ Priver les adultes de la nourriture au profit des enfants ✓ Compter sur la nourriture des familles d'accueils, amis ou voisins.
<i>Réponses données</i>	

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Vivres	Caritas Mahagi	Sites et regroupements public	Déplacés de la nouvelle vague	La quantité distribuée était minime par rapport au besoin.
Gaps et recommandations	Gaps : - Absence de vivres dans les ménages des déplacés - Absence de stock alimentaire au sein des ménages déplacés - La zone traverse une période de croissance des cultures - L'accès difficile aux aliments qui sont également moins nutritifs affecte les enfants de moins de 5 ans et les expose aux risques de malnutrition. Recommandations : - Assister urgemment les ménages déplacés et les familles d'accueil vulnérables en vivres			

1.7. Abris et accès aux articles essentiels

Type d'abris	La majorité des PDIs sont logés dans des familles d'accueil, certains dans des maisons cédées, les autres dans des maisons louées. Plusieurs autres qui n'ont pas eu là où s'abriter, dorment dans les écoles, les églises ainsi qu'à l'air libre dans les sites spontanés (cabane à feuilles de palmiers). Une forte promiscuité est constatée, avec en moyenne, dans une famille d'accueil, 4 à 5 ménages. Il est à noter que, dans le site Ramogi / BCZS (Bureau Central de la Zone de Santé), les anciens PDIs sont aussi devenus des familles d'accueil. Ces PDIs n'ont jamais été assistés en abris depuis leurs installations au début de l'année 2018.
Accès aux articles ménagers essentiels	Les PDIs ont fui dans la précipitation, car les attaques ont été brusques. Ils se sont déplacés sans prendre leurs biens ménagers. Suite à l'incendie des maisons et au pillage systématique de leurs biens, les ménages n'ont que de très faibles capacités en termes d'abris. Aucune assistance en AME ou abris ne leur a été apportée jusqu'à présent.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les PDIs qui sont dans des familles d'accueil partagent les articles ménagers avec leurs hôtes. Ceux qui sont logés dans les églises sont parfois aidés par des membres de l'église et utilisent les articles prêtés à tour de rôle. Les déplacés des sites spontanés n'ont cependant pas ce type d'opportunité et présentent une plus grande vulnérabilité. Dans le Site de Ramogi, les quelques AME en mauvais état disponibles sont partagés entre les nouveaux déplacés et les anciens qui n'ont jamais été assistés.
Situation des AME dans les marchés	Suite à l'insécurité qui ravage presque toute la chefferie, les articles ménagers sont moins visibles dans les marchés de ZII et de Ramogi. Selon les commerçants, ils ont peur d'être victime des pillages qui pourront peut-être leur arriver à tout moment suite à la situation actuelle. Ils s'approvisionnent plus des produits de première nécessité comme les sels, les boissons sucrées et alcooliques, les savons, les habits et les outils de pêche. Toutefois, les opérateurs économiques promettent ravitailler la foire une fois qu'elle sera organisée en cas de sécurité. Les autres commerçants fournisseurs des AME sont aussi à Ndrele.
Faisabilité de l'assistance ménage	Une bonne cohabitation est observée entre les PDIs et les familles d'accueil. Il est à signaler qu'en cas d'assistance, il sera important d'impliquer toutes les couches de la communauté pour la prise de décisions. Les familles hôtes seront aussi concernées par l'assistance car ils partagent leurs AME avec les PDIs. Les commerçants de la place et ceux de Ndrele sont capables de couvrir les besoins des bénéficiaires en

	AME.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Gaps et recommandations	Les gaps Les PDI ont des difficultés à accéder aux AME et aux abris et ne peuvent se construire des abris d'urgence en raison du manque de moyens financiers. Les maisons des familles d'accueil sont pour la plupart de dimensions réduites, entraînant une forte promiscuité. Il convient également de noter les points suivants : - Insuffisance et/ou manque d'ustensiles de cuisine - Insuffisance et/ou manque de récipients d'approvisionnement et de stockage d'eau (bidon et ou bassines) - Insuffisance et/ou manque de literies - Manque de bâches pour les abris d'urgence - Insuffisance ou manque des AME dans les structures sanitaires de la zone			
	Les recommandations - Assister les ménagers déplacés en bâches pour la construction des abris d'urgence - Organiser une distribution de kits aux AME ou un transfert monétaire pour AME (cash ou foire) en faveur de la population déplacée et des familles d'accueil les plus vulnérables.			

1.8. Moyens de subsistance

Moyens de subsistance	Les ménages déplacés accueillis dans la zone évaluée ont tous perdus l'accès à leurs biens productifs (champs, intrants de pêche), de commerces (produits manufacturiers et vivriers) et outils pour l'artisanat. Selon des sources locales concordantes, les moyens productifs restés dans les zones de provenance ont été pillés et/ou détruits par les assaillants après le déplacement. Les résidents quant à eux subissent de fortes pressions sur leurs ressources suite à la présence des déplacés. La raison principale est le faible rendement des activités agricoles, piscicoles et commerciales. Ce faible rendement s'explique par la perturbation climatique lors de la saison agricole en cours (prolongation de la sécheresse) et la rareté des poissons due au non-respect de la réglementation sur la pêche (utilisation d'intrants prohibés, surexploitation du lac). Le commerce tourne au ralenti en raison du faible pouvoir d'achat.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Les déplacés vivent grâce aux travaux journaliers agricoles (extraction d'huile et travaux champêtres auprès des autochtones) qui ne produisent qu'autour de 1 dollar par jour et aux travaux journaliers en lien avec les activités de pêche. A cela s'ajoute quelques menus travaux journaliers tels que le transport des bagages du lac Albert vers les marchés hors de la zone et vice versa. Plusieurs autres déplacés dépendent des dons octroyés par les familles d'accueil ou personnes de bonne volonté, cela restant bien insuffisant pour couvrir leurs besoins de base. Les personnes vivant avec handicap par exemple sont à l'entière charge des familles d'accueil.
Réponses données	

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	RAS	RAS	RAS	RAS
Gaps et recommandations	Gaps : - Les déplacés de Musongwa et Aree ont perdu la totalité de leurs moyens de production et de revenu (champs, intrants de pêche, petit commerce et les géniteurs), rendant difficile l'accès aux moyens de subsistance pour les ménages déplacés - Le manque d'opportunité pour les ménages déplacés de développer localement de nouvelles activités génératrices de revenu - L'accès limité aux intrants, la majeure partie des semences des familles hôtes ayant été consommées à l'accueil des ménages déplacés - Faible disponibilité en terres arables pouvant permettre une bonne adaptation des personnes déplacées. Recommandation : - Appuyer les ménages déplacés pêcheurs en intrants de pêche - Appuyer les ménages déplacés agriculteurs et ceux des familles d'accueil en intrants agricoles (outils aratoires et semences vivriers) - Assister les ménages déplacés et les familles d'accueil vulnérables en vivres.			

1.9. Faisabilité d'une intervention cash

Analyse des marchés

Le marché de Ramogi est opérationnel chaque mercredi et dimanche ainsi que celui de Zii. Ces marchés sont interconnectés avec plusieurs autres centres de négoce du territoire de Mahagi à savoir : Ndrele, Djegu, Nyarambe et Mahagi, mais aussi avec l'Ouganda.

Les marchés saisonniers sont ravitaillés à partir des zones géographiques de haute terre du Territoire de Mahagi (Ndrele). Les prix des articles ont sensiblement augmenté sur les marchés de Ramogi et de Zii suite à l'afflux de déplacés, cela impactant également les communautés hôtes.

Variation des prix du marché de certains produits :

N°	Article	Unité	Prix avant crise	Prix Actuel
1	Farine de Manioc	Gobelet	13 pour 2000 Shillings (1000FC)	5 pour 2000 Shillings (1000FC)
2	Haricot	Meurette	400 Sh (200FC)	1200 Sh (600FC)
3	Riz	Verre	6 pour 4000 sh (2000 FC)	3 pour 4000 Sh (2000FC)
4	Arachide	Mesurette	7 pour 4000 sh (2000 FC)	3 pour 4000 Sh (2000 FC)

	5	Poisson fretins	Pièce	14 pour 1000 Sh (500 FC)	3 pour 1000 Sh (500 FC)
	En majeure partie, les produits manufacturiers sont importés de l'Ouganda. Cependant d'autres articles ménagers tels que les pagnes proviennent du Nord Kivu (Butembo).				
Existence d'un opérateur pour les transferts	Aucune institution de Microfinance (IMF) n'est présente à Mokambo. Cependant, en cas d'assistance en cash ou via d'autres modalités d'interventions similaires, il est possible de recourir aux banques à Mahagi et Bunia (FBN Bank, TMB, RAW Bank, CADECO et SEMADEF).				

1.10. Eau, Hygiène et Assainissement

Risque épidémiologique	La chefferie de Mokambo est réputée comme une zone endémique au choléra. Un cas suspect a été signalé dans l'aire de santé d'Apala. Il s'agirait d'une femme qui serait venue de l'aire de santé d'Aree. Bien que le cas ne soit pas confirmé à l'heure de ce rapport, la menace d'épidémie reste élevée au vu de la promiscuité des populations tant en famille d'accueil, lieux publics que sites spontanés, de la faiblesse des infrastructures existantes, de la pratique de la défécation à l'air libre et du non-respect de certaines règles d'hygiène.					
Accès à l'eau après la crise	La population de Mokambo accède à l'eau salubre aux différentes sources aménagées ou non, aux puits, aux bornes fontaines construits par plusieurs partenaires dont Oxfam, PPSSP à travers le programme (VEA) et Solidarités International. Malgré ces interventions, l'accès à une eau de qualité reste insuffisant et le besoin se fait toujours sentir suite à l'afflux massif des populations venues des zones en conflit. Il convient également de signaler les queues et temps d'attente aux points d'eau résultant en certaines disputes. Les ratios d'utilisation au niveau des points d'eau sont largement au-dessus des standards.					
Groupements et Localités	Points d'eau aménagés	Nbre	Pop Autocht En pers	PDIs En pers	Ratio	Qualité
MUSWA Gengere-Pamoth	sources aménagées	10	7080	14136	2121	Toutes ces sources sont en bon état mais ne permettent pas de couvrir les besoins en respectant les standards.
JUPUNYANGO	sources aménagées et Une mare	12	6906	15552	1871	12 sources sont en bon état ; une construite par PPSSP en mars et 3 avec réservoirs par Solidarités International en février 2019. La mare est utilisée par certains ménages déplacés du site Jaluo avec les risques sanitaires et épidémiques afférents.
APALA	sources aménagées	13	43734	33504	5941	Ces 13 sources sont en bon état ; 4 récemment construites par PPSSP en mars 2019 ; Solidarités International en a construit une en février 2019 et réhabilité une autre.
ABIA	sources aménagées	10	15372	20742	3611	Une source est en voie de délabrement. Les autres sources sont en bon état dont 2 avec réservoirs construites par Solidarités International en février 2019.
LABO RAMOGI	Sources aménagées	9	17754	12540	3366	Sur les 9 sources : Une source tarie ; deux en délabrement ; 6 en bon état parmi lesquelles 2

						construites par Solidarités International en février 2019.
AWASI	Sources aménagées et puits	9	9882	6504	1820	Un puits réhabilité et 2 sources construites par PPSP, 2 Sources avec réservoirs par Solidarités International en février 2019 et les autres de 2008 sont délabrées. Une émergence non négligeable appartenant à un particulier existe dans la contrée. Mais celui-ci refuse d'accorder l'accès à la communauté.
Type d'assainissement		Certaines localités ont bénéficié de l'intervention de Solidarités International en Février 2019 (13 sources aménagées, assainissement dans les lieux publics) et de PPSSP en Mars 2019 (160 latrines familiales, publiques et douches et 18 points d'eau). Actuellement, MSF s'occupe d'assainir les sites spontanés de Jaluo, Ugodo-Zii, AGBO 2 et 3 en latrines et en douches publiques. La couverture reste cependant inférieure aux besoins. Les points d'eau ne sont pas dans le paquet de son intervention. Il est aussi à noter que, dans le groupement d'Awasi, le centre de santé n'a aucun ouvrage d'assainissement. La zone de Mokambo compte au moins 40% de ménages qui ont accès aux latrines ; malheureusement ces dernières sont majoritairement non hygiéniques par manque de matériaux de construction locaux adéquats. Seuls 13% accèdent aux latrines hygiéniques et les comités de gestion des points d'eau potable (COGEP) et de latrines (COGELA) ne sont pas actifs. Notons que les populations dans plusieurs regroupements publics, passent nuit en plein air, à même-le-sol, sans aucune mesure de protection, situation qui les expose au risque de maladies.				
Pratiques d'hygiène		- Dans les localités visitées, les règles d'hygiène sont peu respectées bien que cela soit des zones réputées endémiques au choléra - La plupart des latrines ne sont pas hygiéniques : les excréments gisent sur les planchers, la défécation à l'air libre est observée aux alentours, et les dispositifs de lavage des mains et les savons ne sont pas disponibles - Les trous à ordures sont presque inexistantes sur la zone : les déchets ménagers sont gérés d'une façon disparate - Absence des infrastructures d'hygiène (latrines, douches, incinérateur et impluviums) dans plusieurs infrastructures publiques (CS et écoles) ; - Le risque de contracter des maladies d'origine hydrique ou épidémique (Ebola) est élevé.				
Réponses données						
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention		Nbre et type des bénéficiaires		Commentaires
Latrines et douches publiques	MSF	Sites spontanés dans tous les groupements touchés de la chefferie de Mokambo		Les effectifs de déplacés sont en augmentation suite au mouvement continu. Bénéficiaires : Populations hôtes et ménages déplacés.		Avoir accès aux ouvrages adéquats d'assainissement et réduire le risque du déclenchement des diverses maladies.

Gaps et recommandations	Gaps Le besoin en eau potable et en ouvrages d'assainissement s'est amplifié suite à l'afflux des personnes déplacées dans les 6 groupements ayant accueillis les PDIs dans la chefferie de Mokambo, et ce malgré les interventions passées de SI et de PPSSP (Février-Mars 2019). Le risque est d'autant plus élevé dans les lieux où la concentration de ménages déplacés est très forte (familles d'accueil, sites spontanés et regroupements publics). Recommandations - Envisager une évaluation technique EHA avant la construction des ouvrages. - Actualiser les effectifs des potentiels bénéficiaires pour un bon dimensionnement. - Améliorer la desserte en eau salubre dans les entités non bénéficiaires des dernières interventions des partenaires - Améliorer l'assainissement dans les sites spontanés, les édifices publics où MSF n'intervient pour combler le gap - Sensibiliser les populations sur l'importance des latrines hygiéniques, douches, trous à ordures et les dispositifs de lavage des mains ; donc la promotion de l'hygiène publique - Renforcer la communication sur les moments clés de lavage des mains et son impact sur l'amélioration de la santé d'une personne - Redynamiser les comités de gestion de points d'eau et le contrôle de mesure d'assainissement, de prévention pour un probable déclenchement des maladies dans les zones où les populations sont en forte concentration - Impliquer le BCZS, autorités locales et autres leaders pour une bonne orientation
-------------------------	--

1.11. Santé et nutrition

Risque épidémiologique

- La zone de santé est endémique au cholera. 1 cas suspect de cholera a été soigné au centre de Santé Apala Etat
- L'insuffisance de l'eau ou des structures d'assainissement dans certaines aires de santé augmente le risque d'épidémie dans la ZS d'Angumu
- Le début de la saison de pluie correspond aussi au pic des cas de paludisme et des IRA surtout chez les enfants de moins de 5 ans. Une forte présence des moustiques anophèles est notée.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Site de soins communautaires aux personnes déplacées	MSF-SUISSE	Site des PDIs de BCZ à Ramogi	Ménages déplacés du site	RAS

<i>Gaps et recommandations</i>	Gaps - Appui partiel des centres de santés de Mokambo - Présence d'un cas suspect de choléra dans la zone évaluée - Une forte prévalence du paludisme et de l'IRA surtout à cette période de début de saison de pluie - Forte réduction des stocks de médicaments dans les structures sanitaires du fait de l'afflux de déplacés - Accès payant aux soins pour toutes les catégories de population ne favorisant pas l'accès aux ménages sans revenu (faible taux d'utilisation des services curatifs) - Carence de formation et de suivi nutritionnel dans les aires de santé - Ouvrages d'eau et d'assainissement insuffisants dans certains centres de santé Recommandations - Mettre en place les activités de prévention des épidémies de choléra à la lumière du plan de contingence de la DPS - Appuyer les structures sanitaires avec les médicaments - Mettre en place des cliniques mobiles dans les villages ou les regroupements des déplacés serait souhaitable pour les populations - Améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les structures sanitaires - Mettre en place une réponse intégrée avec les AME et la WASH pour réduire la prévalence des maladies d'origines hydriques et les IRA - Renforcer la capacité des RECO sur les activités de sensibilisation sur le choléra
---------------------------------------	---

1.12. Education

<i>Impact de la crise sur l'éducation</i>	La zone d'accueil des déplacés connaît structurellement un problème de scolarisation des filles dont la plupart ne fréquente pas les classes au primaire. Les filles sont les plus utilisées pour les travaux ménagers et les parents accordent leur préférence à l'éducation des garçons. Malgré l'insécurité qui règne maintenant dans le territoire de Mahagi en général et en chefferie de Mokambo en particulier, il y a lieu de constater que les élèves déplacés sont intégrés dans presque toutes les écoles en milieu d'accueil. Le taux d'intégration des déplacés dans les écoles en milieu d'accueil est de 47%. Cette intégration se justifie par le fait que NRC avait appuyé plusieurs écoles du milieu en fournitures scolaires ; c'est avec le reste de ces fournitures scolaires que les écoles ont aidé les enfants déplacés pour leur permettre de passer les examens de la fin de l'année. Signalons qu'une école du milieu (EP MUGENYI) de la localité Gengere Pamoth du groupement Muswa est fermée jusqu'à présent ; les élèves ont peur de venir à l'école suite au traumatisme et rumeurs qui circulent d'une éventuelle attaque des miliciens. Aucun centre de rattrapage n'est installé dans la zone d'accueil. Notons aussi que certains finalistes du primaire n'ont pas pu passer l'ENAFEP à cause du
--	--

	déplacement et du manque de moyens financiers.			
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Catégorie	Total	Filles	Garçons
	Enfants déscolarisés Déplacés	16181	8414	7767
Indicateurs Education				
Catégorie		Total	Filles	Garçons
Enfants autochtones		2696	1104	1592
Enfants déplacés		2355	1069	1286
Total		5051	2173	2878
Taux de scolarisation théorique	Autochtones	53%	51%	55%
	Déplacés	47%	49%	45%

Services d'Education dans la zone																		
Groupement	Localités	Ecoles	Nb d'élèves la rentrée scolaire (avant crise septembre 2018)			Nombre d'élèves déplacés intégrés			Nombre d'élèves (Pendant ERM Novembre 2018)			Nb enseignants	Nb salles de classes	Nb latrines	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio élèves/latrines (F/G)
			F	G	Total	F	G	Total	F	G	Total							
JUPUNYANG U	GENGERE	EP1 GUNGURU	104	110	214	120	160	280	237	257	494	6	6	6	82	82	OUI	82
APALA	JUPAUMA2	EP UYANDU	92	226	318	124	131	255	216	357	573	9	9	4	64	64	NON	143
MUSWA	GENGERE PAMOT	EP MUGEYI	71	86	157	158	217	375	227	305	532	10	10	6	53	53	OUI	89
LABO RAMOGI	PAWANG	EP PAWANG	123	213	336	134	73	207	251	292	543	7	7	4	78	78	OUI	136
AWASI	JUPAKASA	EP1 AWASI	138	153	291	125	140	265	263	293	556	9	9	2	62	62	NON	278
APALA	JUPAUMA2	EP GUNGURU	155	216	371	45	60	105	197	279	476	8	8	9	60	60	OUI	53
AWASI	JUPARAWA NG	EP2 AWASI	90	141	231	88	132	220	178	273	451	9	9	6	50	50	OUI	75
AWASI	JUPAKASA	EP3 AWASI	39	79	118	87	150	237	126	229	355	7	7	6	51	51	OUI	59
AWASI		EP UVOYO	75	83	158	78	86	164	153	169	322	6	6	4	54	54	NON	81
AWASI	JUPARAWA NG	EP AYAGU	58	108	166	18	28	46	76	136	212	6	6	0	35	35	OUI	212
AWASI	ULUKE	EP ULUKE	159	177	336	92	109	201	251	286	537	8	8	6	67	67	OUI	90
		Total	1104	1592	2696	1069	1286	2355	2175	2876	5051	85	109	37			OUI	
Capacité d'absorption	Bien que l'ONG NRC ait construit des salles de classes dans certaines écoles de la zone et malgré la mobilisation des parents par le COPA pour la réhabilitation des infrastructures scolaires, la capacité d'absorption pour accueillir l'ensemble des enfants scolarisables de la zone reste faible. Les enfants déplacés ne disposent pas de fournitures scolaires. Le matériel didactique et les kits récréatifs sont inexistants dans certaines écoles qui n'ont pu bénéficier de l'appui de NRC. 70% des bâtiments scolaires sont généralement construits en semi durable sans respecter les normes du cluster éducation qui exige des dimensions de (8x7 m) par salle de classe.																	
Réponses données																		
Réponses données			Organisations impliquées			Zone d'intervention			Nb/Type des bénéficiaires			Commentaires						
Réhabilitation/Construction aux EP1 GUNGURU, EP2 GUNGURU, EP3 AWASI, EP MUGENYI, EP			NRC/ RRMP			Chefferie de Mokambo/ d'Anqumu			Elèves et enseignants			2019 (avant crise)						

UYANDU et EP PAWANG					
Creusage et construction des latrines semi durables aux EP UVOYO, EP2 AWASI, EP ULUKE, EP PAWANG, EP MUGENYI, EP3 AWASI, EP1 GUNGURU, EP2 GUNGURU et EP UYANDU	SOLIDARITES INTERNATIONAL/RR MP	Chefferie Mokambo/ d'Angumu	de ZS	Elèves	2019 Avant crise
Appui en matériels et fournitures scolaires aux EP UVOYO, EP1 AWASI, EP2 AWASI, EP3 AWASI, EP ULUKE, EP PAWANG, EP MUGENYI, EP1 GUNGURU et EP2 GUNGURU	NRC/ RRMP	Chefferie Mokambo/ d'Angumu	de ZS	Elèves enseignants et	2019 Avant crise
Recyclage enseignants EP UVOYO, EP1 AWASI, EP2 AWASI, EP3 AWASI, EP ULUKE, EP PAWANG, EP MUGENYI, EP1 GUNGURU et EP2 GUNGURU	NRC/ RRMP	Chefferie Mokambo/ d'Angumu	de ZS	Enseignants	2019 avant crise

Gaps

- Manque de matériel didactique et de kits récréatifs dans certaines écoles qui n'étaient pas appuyées par la NRC
- 27% des écoles n'ont pas un approvisionnement en eau à moins de 500m
- 91% des écoles ne remplissent pas les normes pour les latrines. Une moyenne de 1 porte de latrine pour environ 118 enfants est constatée dans les écoles de la zone
- Faible scolarisation des filles par rapport aux garçons
- Absence d'activités de prise en charge psychologique des enfants
- Inexistence des cantines scolaire dans toutes les écoles évaluées
- Insuffisance ou état précaire des bancs et pupitres dans les salles des classes
- Insuffisance des salles de classe dans les écoles.

Recommandations

- Améliorer les conditions de scolarité des élèves et de prestation des enseignants en distribuant les kits scolaires et matériels didactiques dans les écoles qui n'ont pas bénéficié d'appui de la part de NRC
- Construire les points d'eau dans les écoles non approvisionnés
- Construire les latrines hygiéniques dans les écoles
- Renforcer les sensibilisations sur l'importance de la scolarisation des filles
- Intégrer les activités de prise en charge psychologique pour les enfants déplacés qui auraient subi des traumatismes psychologiques
- Prévoir des activités de cantine scolaire dans toutes les écoles du milieu pour encourager les enfants d'aller à l'école
- Fabriquer des bancs pupitres pour les écoles
- Construire les salles de classe dans les écoles où il y a déficit ou insuffisance.

Annexes

1. Liste des personnes interviewées

Nom ; Post nom et prénom	Fonction	Adresse	Numéro téléphone
Mr UTCHOPI ANIYA KETHA	Chef de Chefferie Mokambo	Apala	0812972016
Mr WAIKANI KAKURA	Secad Mokambo	Apala	0825484784, 0811206034
Mr	Chef de Groupement	Jupunyango	0813543168
Mr JAKISA KONYA STYVES	Chef de Groupement	Labo-Ramogi	0811988257
Mr UFOYA Raymond	Chef de Groupement	Abia	0823203046
Mr DWOKICHEN Patrice	Chef de Groupement	AWASI	0826044136
Mr	Chef de Groupement	APALA	0826571734
Mr Elias JAKWONGA	Chargé de mouvement pop	RAMOGI	0822203677

2. Photos

3. Coordonnées GPS

Groupement APALA	Lat Nord :1° ; 59' ; 24''	Lon E : 31° ; 01' ; 16''	Alt : 940 M
Groupement AWASI	Lat Nord : 2° ;03' ;30''	Lon E : 31° ;05' ;29''	Alt : 1063 M
Groupement ABIA	Lat Nord : 2° ;01' ; 00''	Lon E : 31° ; 03' ; 07''	Alt : 954 M
Groupement JUPUNYANGO	Lat Nord : 1° ;57'' ;45''	Lon E : 30° ;59' ;37''	Alt : 754 M
Groupement Labo-Ramogi	Lat Nord : 2° ;02' ;36''	Lon E : 31° ;03' ;25''	Alt : 982 M